

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 10 novembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 31 décembre 1953 portant réglementation de l'immatriculation des véhicules à moteur et des remorques", a donné le 6 décembre 1993 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 10 november 1993 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 31 december 1953 houdende reglementering van de inschrijving van de motorvoertuigen en de aanhangwagens", heeft op 6 december 1993 het volgend advies gegeven :

Préambule.

Le texte néerlandais de l'arrêté de présentation devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 1er.

1. Dans le texte français en projet, le terme "brièvement" utilisé au point 1.2.10., sub a) devenant 1°, signifie, selon le "petit Robert", "en peu de mots". Il serait souhaitable d'employer une expression plus adéquate, par exemple "pendant un bref délai", ce qu'a admis le délégué du Ministre des Communications.

La même observation vaut pour le paragraphe 1er, alinéa 2, en projet sub a), devenant 1°, de l'article 2 du projet.

2. Le texte néerlandais du point 1.2.2. en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le texte néerlandais du point 1.2.6. en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

Article 2.

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, de la disposition en projet sub a), devenant 1°, mieux vaut écrire :

"§ 1er. Les véhicules ont été au préalable immatriculés, à la demande et au nom de leur propriétaire, dans le répertoire des véhicules à moteur et des remorques prévu à l'article 2".

2. Le texte néerlandais du même paragraphe, alinéa 2, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

1. Le texte néerlandais de la disposition en projet, sub a), devenant 1°, point 4.2.1.1., devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le texte néerlandais de la disposition en projet, sub b), devenant 2°, point 4.2.1.2., devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. Dans la disposition en projet, sub c), devenant 3°, point 4.2.1.3., on écrira : "... répertoire visé à l'article 2, auquel cas le numéro de T.V.A. ...;".

4. Le texte néerlandais de la disposition en projet, sub d), devenant 4°, point 4.2.2.5., devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Le texte néerlandais de la disposition en projet, sub f), devenant 6°, point 4.2.2.9., devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

6. Au point 4.2.2.10. en projet, sub g), devenant 7°, on écrira in fine : "...., pour autant que leur première mise en circulation soit postérieure au 1er janvier 1994".

7. Le point 4.3.1.4. en projet, sub i), devenant 9°, serait mieux rédigé comme suit :

"4.3.1.4. Pour un véhicule immatriculé temporairement en Belgique et qui fait l'objet de l'immatriculation temporaire prévue à l'article 10, point 10.3.2. ou à l'article 11, point 11.2., la durée ... doit correspondre exactement à la durée de la franchise en matière de droits de douane ou de T.V.A.

.../...

Si la franchise est d'une durée supérieure à un an, l'immatriculation du véhicule est accordée lorsque le contrat d'assurance est conclu pour une durée d'au moins un an à dater de l'immatriculation du véhicule.

Si un tel véhicule fait l'objet d'un contrat d'assurance établi en Belgique, ... (la suite comme au projet)".

Article 4.

1. De l'accord du délégué du ministre, sub a), devenant 1°, aux alinéas 2 et 3 de l'article 4bis.2.1. en projet, on écrira :

"Cette validation n'est pas requise si, en application de la réglementation en matière de T.V.A., est apposée sur le formulaire une attestation par laquelle un assujetti à la T.V.A. certifie qu'ont été respectées les prescriptions en matière de T.V.A.

Les formalités prévues aux alinéa 1er et 2 concernent les véhicules ...".

2. Le texte néerlandais de la disposition sub c), point 4bis 3.1. en projet, quatrième tiret, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. A l'alinéa 1er de la disposition 4bis.4 en projet, sub e), devenant 5°, mieux vaut écrire :

"4bis.4. Conformément à la réglementation applicable en matière de T.V.A., une attestation est apposée sur le formulaire ...".

Au début de l'alinéa 2 de cette disposition, de l'accord du délégué du ministre, mieux vaut écrire :

"Cette obligation concerne tous les véhicules à moteur, même ceux déjà immatriculés en Belgique, du genre ...".

Article 5.

1. De l'accord du même délégué, on rédigera l'article 7.1., alinéa 1er, en projet comme suit :

"7.1. Lors de la cession, à titre gratuit ou onéreux, d'un véhicule ... avec la mention "valable jusqu'au ...", suivie de la date d'échéance de la validité du contrôle technique, à savoir deux mois à partir de la date du contrôle".

2. Le texte néerlandais de l'article 7.2., en projet, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. De l'accord du même délégué, l'alinéa 4 de la disposition en projet, sub 7.2., trouverait mieux sa place au point 7.1., sous la forme d'un alinéa 3, et serait mieux rédigé comme suit :

"Si la cession ne se réalise pas et qu'ensuite le titulaire n'immatricule pas un nouveau véhicule ..., il doit demander un nouveau certificat d'immatriculation. L'article 18 est applicable à cette demande."

4. Au point 7.3., mieux vaut écrire, in fine, "... en y joignant une déclaration exposant le motif du renvoi".

Article 6.

Dans la phrase liminaire, on remplacera le terme "modifié" par le terme "remplacé".

Le texte néerlandais de l'article 8.2. en projet, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 7.

1. Le texte néerlandais du point 10.3.2. en projet, sub d), devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

2. Le texte néerlandais du point 10.3.3. en projet, sub d), devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

Le texte néerlandais de l'article 11 en projet, point 11.1. devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

1. Dans la phrase liminaire, in fine, on écrira "... l'alinéa 4 est remplacé par les alinéas suivants :".

2. A l'alinéa 2 en projet, devenant l'alinéa 5 de l'article 16 de l'arrêté modifié, on écrira, in fine, "... conformément auxdites dispositions de l'article 4".

Article 11.

1. La phrase liminaire doit être rédigée comme suit :

"Art. 11. Dans l'article 17 du même arrêté, les alinéas 4 et 5 sont remplacés par les alinéas suivants :".

.../...

La suite de la disposition doit être revue en conséquence.

2. Le texte néerlandais de l'alinéa 2 en projet, sub a), devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Le texte néerlandais de l'alinéa 3 en projet, sub a), devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Le texte néerlandais de l'alinéa 5 en projet, sub b), devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 14.

La disposition en projet, telle qu'elle est rédigée, pourrait prêter à critique, en ce qu'elle permet aux agents qualifiés, non seulement de saisir une marque d'immatriculation, mais aussi de la remettre à l'Office de la circulation routière sans que soient respectées les formalités de main-levée prévues par les dispositions de l'arrêté royal n° 260 du 24 mars 1936 sur la détention au greffe et la procédure de restitution des choses saisies en matière répressive, ce que seule la loi pourrait faire.

.../...

Pour rencontrer cette objection, il est proposé d'écrire :

"Art. 14. L'article 24 du même arrêté, abrogé par l'arrêté royal du 11 janvier 1990, est rétabli dans la rédaction suivante :

"Art. 24. Une marque d'immatriculation, saisie en raison d'une immatriculation abusive ou de l'utilisation abusive d'une immatriculation, est remise à l'Office de la circulation routière pour être radiée du répertoire prévu à l'article 2".

Article 15.

1. Le texte néerlandais de l'article 25 en projet, § 1er, alinéa 1er, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le texte néerlandais de l'article 25 en projet, § 2, alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Le texte néerlandais de l'article 25 en projet, § 2, alinéa 3, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

3. Au paragraphe 3 de la disposition en projet est prévue la débitio n d'une redevance spéciale de 25.000 francs pour le délivrance d'une "plaque personnalisée".

Cette disposition se donne pour fondement l'article 1er, alinéas 2 et 3, de la loi relative à la police de la circulation routière, coordonnée le 16 mars 1968. Aux termes de l'alinéa 2 de cet article, le montant de la redevance est destiné à couvrir, en tout ou en partie, les frais d'administration, de contrôle ou de surveillance. Il s'ensuit que le montant de la redevance ne peut être supérieur auxdits frais (1).

Il résulte de la lettre du 10 octobre 1993 que l'auteur du projet a adressée au Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget qu'"en partant de la redevance générale de 2.500 F, (son) administration a calculé que le coût pour la plaque seule doit être estimé à 1.000 F et celui pour le certificat à 1.500 F (total = 2.500 F)".

Si le montant de 25.000 francs exigé pour la délivrance de la "plaque personnalisée" s'avérait disproportionné par rapport aux frais réels d'administration, de contrôle ou de surveillance occasionnés par la fabrication et la délivrance de cette plaque, la disposition examinée méconnaîtrait les dispositions précitées de l'article 1er de la loi relative à la police de la circulation routière.

((1) L'alinéa 3, loin de contredire l'alinéa qui précède, apporte une précision en ce qui concerne l'immatriculation des véhicules : les redevances "ne pourront être inférieures à 2.500 francs", faute de quoi elles ne couvriraient pas la totalité des frais.

Dans l'état de ses informations, la section de législation n'est pas en mesure de vérifier s'il en est ainsi.

Il appartiendra aux auteurs du projet de procéder à cette vérification.

Observations finales.

1. Dans presque toutes les phrases introductives du texte français, on remplacera le mot "introduit" par le mot "inséré". L'observation vaut, en particulier, pour l'article 1er, sub b), pour l'article 3, sub c), f), g), i), pour l'article 4, première phrase et sub e), pour l'article 14 et pour l'article 16.

2. Lorsqu'une disposition apporte plusieurs modifications à un article, il y a lieu de prévoir chacune de ces modifications sous forme d'une énumération, non pas par a), b), c), etc., mais par 1°, 2°, 3°, etc.

3. Il faut éviter l'expression "tel que visé", mieux vaut écrire "visé".

4. Les délais doivent s'écrire en toutes lettres.

.../...

5. Dans l'ensemble du texte français, il faut remplacer les mots "suite à" par les mots "à la suite de" et les mots "mention reprise à" par les mots "mention prévue à".

6. On écrira "visé à l'article ... ou à l'article ...", et non "visé à l'article ... ou ..." chaque fois que cette dernière expression incorrecte est utilisée.

7. Le texte néerlandais de l'ensemble du projet devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites à la fin de la version néerlandaise du présent avis.

Aanhef.

In het voordrachtformulier schrijve men : "Op de voordracht van ...".

Artikel 1.

1. In de ontworpen Franse tekst betekent het woord "brièvement", dat wordt gebruikt in punt 1.2.10., sub a), die 1^o wordt, volgens de "petit Robert" "en peu de mots". De gemachtigde van de Minister van Verkeerswezen is het ermee eens dat het wenselijk zou zijn een geschiktere uitdrukking te gebruiken, bijvoorbeeld "pendant un bref délai".

Dezelfde opmerking geldt voor de ontworpen paragraaf 1, tweede lid, sub a), die 1^o wordt, van artikel 2 van het ontwerp.

2. In het ontworpen onderdeel 1.2.2. schrijve men "mindervaliden", in twee woorden. Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

3. In het ontworpen onderdeel 1.2.6. schrijve men "regeling" in plaats van "reglementering".

.../...

Artikel 2.

1. In paragraaf 1, eerste lid, van de ontworpen bepaling sub a), die 1^o wordt, zou het beter zijn te schrijven :

"§ 1. De motorvoertuigen ... worden eerst ... toegelaten als zij op aanvraag en op naam van hun eigenaar vooraf zijn ingeschreven in het in artikel 2 bedoelde repertorium van de motorvoertuigen en hun aanhangwagens".

2. In het tweede lid van dezelfde paragraaf schrijve men : "... behoeven echter in België niet te worden ingeschreven ...".

Artikel 3.

1. In de ontworpen bepaling, sub a), die 1^o wordt, punt 4.2.1.1., schrijve men in de tekst naast het tweede streepje "rechtsvorm" in plaats van "juridische vorm".

2. In de ontworpen bepaling, sub b), die 2^o wordt, punt 4.2.1.2., schrijve men in de tekst onder het tweede streepje "zetel" in plaats van "maatschappelijke zetel".

3. In de ontworpen bepaling sub c), die 3^o wordt, punt 4.2.1.3., schrijve men : "... repertorium bedoeld in

.../...

artikel 2, in welk geval het BTW-nummer of het in punt 4.2.1.1. bedoelde nummer van het Rijksregister niet behoeft te worden vermeld;".

4. In de ontworpen bepaling sub d), die 4^o wordt, punt 4.2.2.5., schrijve men "van het type" in plaats van "van de aard". Dezelfde opmerking geldt voor heel het ontwerp.

5. In de ontworpen bepaling sub f), die 6^o wordt, punt 4.2.2.9., is de uitdrukking "hoogst toegelaten" niet correct uit taalkundig oogpunt. Voorgesteld wordt te schrijven : "maximaal toegestane". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

6. In het ontworpen punt 4.2.2.10., sub g), dat 7^o wordt, schrijve men : "het vermogen ... en voor voertuigen van het type motorfiets, personenauto, auto voor dubbel gebruik of minibus, voor zover deze voor het eerst ...".

7. Het ontworpen punt 4.3.1.4., sub i), dat 9^o wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"4.3.1.4. Voor een voertuig dat tijdelijk in België wordt ingeschreven en tijdelijk is vrijgesteld zoals bedoeld in artikel 10, punt 10.3.2. of in artikel 11,

.../...

punt 11.2., dient de geldigheidstermijn van ... exact overeen te stemmen met de termijn van de vrijstelling inzake douanerechten of BTW.

Als de vrijstelling langer dan één jaar geldig is, wordt de inschrijving van het voertuig toegestaan wanneer het verzekeringscontract gesloten is voor een termijn van ten minste één jaar vanaf de inschrijving van het voertuig.

Indien voor zulk een voertuig een verzekeringscontract is afgesloten in België, ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 4.

1. De gemachtigde van de minister is het ermee eens in de bepaling sub a), die 1^o wordt, in het ontworpen tweede en derde lid van artikel 4bis.2.1. te schrijven :

"Die geldigverklaring is niet vereist als met toepassing van de BTW-regeling op het formulier een attest wordt aangebracht waarbij een BTW-plichtige verklaart dat aan de BTW-voorschriften is voldaan.

De in het eerste en tweede lid genoemde vormvereisten hebben betrekking op nog niet in België ingeschreven motorvoertuigen van het type motorfiets, personenauto, auto voor dubbel gebruik, ziekenauto, lijkauto, minibus, autobus of autocar, trolleybus, kampeerauto, lichte vrachtauto, vrachtauto, takelauto, tractor, landbouwtrekker,

.../...

trage personenauto, trage auto voor dubbel gebruik, trage lichte vrachtauto of trage vrachtauto".

2. In de bepaling sub c), het ontworpen punt 4bis.3.1., vierde streepje, tweede lid, schrijve men in fine : "... dient bij het formulier voor de aanvraag om inschrijving het in artikel 17 bedoelde bewijs van aangifte van onopzettelijk verlies van het bezit van dat document te worden gevoegd".

3. In het eerste lid van de ontworpen bepaling 4bis.4, sub e), die 5^o wordt, zou het beter zijn te schrijven :

"4bis.4. Overeenkomstig de toepasselijke regeling inzake BTW, wordt door een BTW-plichtige op het formulier voor de aanvraag om inschrijving van een voertuig een attest aangebracht met het oog op een tijdelijke inschrijving van dat voertuig alsmede met het oog op de afgifte van een tijdelijk ... (voorts zoals in het ontwerp)".

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het aan het begin van het tweede lid van deze bepaling beter zou zijn te schrijven :

"Deze verplichting betreft alle, zelfs de reeds in België ingeschreven, motorvoertuigen van het type motorfiets, personenauto, auto voor dubbel gebruik, ...".

.../...

Artikel 5.

1. Dezelfde gemachtigde is het ermee eens dat het ontworpen artikel 7.1., eerste lid, als volgt moet worden geredigeerd :

"7.1. Bij afstand om niet of onder bezwarende titel, van een voertuig ... bij de inschrijving ervan is afgegeven aan de nieuwe eigenaar Als voor een volgende inschrijving een attest van een erkende instelling voor automobielininspectie wordt vereist, dient het inschrijvingsbewijs te worden overgelegd aan ... met de vermelding "geldig tot ...", gevolgd door de vervaldatum van de geldigheid van de technische keuring, te weten twee maanden vanaf de datum van de keuring".

2. In het ontworpen artikel 7.2., tweede lid, schrijve men "de nodige wijzigingen in laten aanbrengen door de burgemeester van zijn gemeente of diens gemachtigde".

3. De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat het vierde lid van de ontworpen bepaling sub 7.2. beter in punt 7.1. zou komen te staan in de vorm van een derde lid en dat het beter als volgt zou worden geredigeerd :

"Indien de afstand niet doorgaat en de houder vervolgens niet binnen twee maanden na de datum van de technische keuring een nieuw voertuig inschrijft onder de

.../...

nummerplaat vermeld op het inschrijvingsbewijs, dient hij een nieuw inschrijvingsbewijs aan te vragen. Artikel 18 is mede van toepassing op die aanvraag".

4. In de Franse tekst van punt 7.3. zou het beter zijn in fine te schrijven "... en y joignant une déclaration exposant le motif du renvoi".

Artikel 6.

In de inleidende zin dient het woord "gewijzigd" vervangen te worden door het woord "vervangen".

In het ontworpen artikel 8.2., schrijve men "die door deze zijn aangewezen" in plaats van "die door deze laatsten zijn aangeduid".

Artikel 7.

1. Het ontworpen punt 10.3.2., sub d), zou aldus gesteld moeten worden :

"Indien het voertuig niet het voorwerp uitmaakt van zulk een vrijstelling of indien die vrijstelling langer dan één jaar geldt, wordt ... burgerrechtelijke aansprakelijkheid ... dekt".

.../...

2. In het ontworpen punt 10.3.3., sub d), schrijf men "het bijbehorende" in plaats van "bijhorig". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

Artikel 8.

In punt 11.1 van het ontworpen artikel 11 schrijf men :

"Wanneer bij de aanvraag om ... het vignet is gevoegd bedoeld in artikel 4bis ... en diens nationale identiteitskaart ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 10.

1. In de inleidende zin, in fine, schrijf men "... vervangen door de volgende leden :".

2. In het ontworpen tweede lid, dat het vijfde lid van artikel 16 van het gewijzigde besluit wordt, schrijf men :

"Indien het echter gaat om onopzettelijk verlies van het bezit van een ... duplicaat ... verkrijgen overeenkomstig de genoemde bepalingen van artikel 4".

.../...

Artikel 11.

1. De inleidende zin moet als volgt worden gesteld :

"Art. 11. In artikel 17 van hetzelfde besluit worden het vierde en het vijfde lid vervangen door de volgende leden :".

Het vervolg van de bepaling moet dienovereenkomstig worden herzien.

2. In het ontworpen tweede lid sub a) behoort te worden geschreven : "Bij onopzettelijk verlies van het bezit van zowel inschrijvingsbewijs als bijbehorende nummerplaat ... (voorts zoals in het ontwerp).

3. Het ontworpen derde lid sub a) behoort op een soortgelijke wijze te worden geredigeerd.

4. Dezelfde opmerking geldt voor het ontworpen vijfde lid, sub b).

Artikel 14.

Zoals de ontworpen bepaling is gesteld zou zij aanleiding kunnen geven tot kritiek, doordat zij het de

.../...

bevoegde agenten niet alleen mogelijk maakt een nummerplaat in beslag te nemen, maar tevens ze terug te bezorgen aan de Dienst van het Wegverkeer zonder dat de vormvereisten inzake opheffing gesteld in de bepalingen van het koninklijk besluit nr. 260 van 24 maart 1936 op de bewaring, ter griffie, en de procedure tot teruggave van de in strafzaken in beslag genomen zaken in acht worden genomen, hetgeen alleen de wet zou kunnen.

Om aan dat bezwaar tegemoet te komen wordt voorgesteld te schrijven :

"Art. 14. Artikel 24 van hetzelfde besluit, opgeheven bij het koninklijk besluit van 11 januari 1990, wordt hersteld in de volgende lezing :

"Art. 24. Een nummerplaat die in beslag is genomen wegens onrechtmatige inschrijving of wegens het misbruik maken van een inschrijving, wordt aan de Dienst van het Wegverkeer terugbezorgd om ze te schrappen uit het repertorium bedoeld in artikel 2"".

Artikel 15.

1. In het ontworpen artikel 25, § 1, eerste lid, schrijve men :

"Elke inschrijving of wederinschrijving in het repertorium ... geschiedt tegen betaling van ... (voorts zoals in het ontwerp)".

.../...

2. In het ontworpen artikel 25, § 2, eerste lid, schrijve men in de inleidende volzin :

"Behoudens het in paragraaf 1 aangegeven bedrag of ter aanvulling daarvan worden de volgende bedragen vastgesteld :".

In het derde lid van dezelfde paragraaf schrijve men "De zegel" in plaats van "Het zegel".

3. In paragraaf 3 van de ontworpen bepaling wordt voorzien in het verschuldigd zijn van een speciale vergoeding van 25.000 frank voor het afgeven van een "voorkeurplaat".

Voor die bepaling wordt als rechtsgrond artikel 1, tweede en derde lid, van de wet betreffende de politie over het wegverkeer, gecoördineerd op 16 maart 1968, aangevoerd. Luidens het tweede lid van dat artikel is het bedrag van de vergoeding bestemd om geheel of gedeeltelijk de kosten van bestuur, controle of toezicht te dekken; daaruit volgt dat het bedrag van de vergoeding niet hoger mag liggen dan de genoemde kosten (1).

((1)

Het derde lid is geenszins in tegenspraak met het voorgaande lid, maar brengt een verduidelijking aan wat de inschrijving van de voertuigen betreft : "de vergoedingen mogen ... niet lager zijn dan 2.500 frank", anders dekken ze niet alle kosten.

.../...

Uit de brief van 10 oktober 1993 die de steller van het ontwerp heeft gericht aan de Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting blijkt dat als men uitgaat van de algemene vergoeding van 2.500 frank, (zijn) bestuur heeft berekend dat de kosten van de plaat alleen, geraamd moeten worden op 1.000 frank en die van het inschrijvingsbewijs op 1.500 frank (totaal = 2.500 frank).

Mocht het bedrag van 25.000 frank dat vereist wordt voor het afgeven van de "voorkeurplaat" buitenmatig blijken in vergelijking met de werkelijke kosten van bestuur, controle of toezicht die worden teweeggebracht door de fabricage en de afgifte van die plaat, zou de onderzochte bepaling de voormelde bepalingen van artikel 1 van de wet betreffende de politie over het wegverkeer schenden.

Met de inlichtingen waarover de afdeling wetgeving thans beschikt is het haar niet mogelijk na te gaan of dit zo is.

De stellers van het ontwerp zullen die verificatie moeten doen.

Slotopmerkingen.

1. In de Franse tekst dient in nagenoeg alle inleidende zinnen het woord "introduit" te worden vervangen

.../...

door het woord "inséré". De opmerking geldt in het bijzonder voor artikel 1, sub b), voor artikel 3, sub c), f), g), i), voor artikel 4, eerste zin en sub e), voor artikel 14 en voor artikel 16.

2. Wanneer een bepaling verscheidene wijzigingen aanbrengt in een artikel, dient elk van die wijzigingen te worden opgenomen in de vorm van een opsomming, niet met a), b), c), enz., maar met 1°, 2°, 3°, enz.

3. De uitdrukking "zoals bedoeld" dient te worden vermeden, men schrijve beter "bedoeld".

4. De termijnen behoren voluit te worden geschreven.

5. In geheel de Franse tekst dienen de woorden "suite à" vervangen te worden door de woorden "à la suite de" en de woorden "mention reprise" door de woorden "mention prévue à".

6. Men schrijve "bedoeld in artikel ... of in artikel ...", en niet "bedoeld in artikel ... of ..." telkens als die laatste onjuiste uitdrukking wordt gebezigd.

.../...

7. De Nederlandse tekst van verscheidene bepalingen van het ontwerp wijkt op een aantal punten af van het correcte taalgebruik, doordat :

1º gallicismen worden gebruikt : "een motor die niet toelaat ..." (artikel 1, het ontworpen punt 1.2.2.);

"een inschrijvingsbewijs afgeleverd ..." (artikel 4, het ontworpen punt 4bis.3.1., eerste streepje);

2º gewestelijke termen worden gebruikt : "bijhorig";

3º grammaticaal niet-correcte termen worden gebezigd : "de hoogst toegelaten massa" (artikel 3, het ontworpen punt 4.2.2.9.);

4º de voorkeurspelling niet wordt gerespecteerd : "mindervaliden" in plaats van "minder-validen", "duplikaat" in plaats van "duplicaat".

Deze opmerkingen, die bij wijze van voorbeeld worden gemaakt en gestaafd worden met verschillende tekstvoorstellen, brengen met zich dat de Nederlandse tekst grondig zou moeten worden herzien.

DV.

- 28 -

L. 22.913/9.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : C.-L. CLOSSET,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

R. ANDERSEN,
J. MESSINNE,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

P. GOTHOT,
J. van COMPERNOLLE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame : M. PROOST,
Mevrouw :

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

La concordance entre la version
française et la version néerlandaise
a été vérifiée sous le contrôle de
M. R. ANDERSEN.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht van
de H. R. ANDERSEN.

Le rapport a été présenté par
M. C. MENDIAUX, premier auditeur. La
note du Bureau de coordination a
été rédigée et exposée par
M. R. HENSENNE, référendaire ad-
joint.

Het verslag werd uitgebracht
door de H. C. MENDIAUX, eerste
auditeur. De nota van het
Coördinatiebureau werd opgesteld
en toegelicht door de
H. R. HENSENNE, adjunct-referen-
daris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. PROOST.

C.-L. CLOSSET.

.../...

LV.

- 29 -

L. 22.913/9.

.../...